

Jun 2017

GPS # 2

Le trimestriel de conjoncture
de Groupama Assurance-crédit & Caution

(R)évolution des risques ?

La seconde partie de l'année 2016 avait été marquée par les résultats d'un référendum en faveur du Brexit au Royaume-Uni et par l'élection de Donald Trump aux États-Unis. Contre toute attente, cette montée du populisme s'était traduite par la naissance d'un espoir, celui d'une accélération de la croissance entraînant dans son sillage l'ensemble des prix des matières premières à la hausse.

Le début de 2017 semble sonner la fin de cette séquence avec l'émergence de doutes quant à la capacité de l'administration de Donald Trump à mettre en œuvre son plan de relance de l'investissement, la fin du risque de protectionnisme vis-à-vis de la Chine, ainsi que les premiers signes d'essoufflement de l'économie britannique.

A contrario, le ciel semble s'éclaircir pour l'Europe continentale qui affiche de nombreux signes d'amélioration de l'activité économique et voit le risque politique se réduire après le résultat de l'élection présidentielle française.

Cependant, d'autres risques restent en embuscade, et nécessiteront d'être traités. Les inégalités, la démographie, l'endettement, la transition énergétique sont autant de freins à la croissance qui ne sont pas suffisamment évalués aujourd'hui.

www.groupama-ac.fr

● ● ●	Conjoncture	
	Europe : une éclaircie en 2017	p. 2
	États-Unis : après l'euphorie, place à la réalité	p. 4
● ● ●	Matières premières	
	Fin de l'« effet Trump »	p. 5
	Cours mondiaux agricoles : début de repli en 2017	p. 6
● ● ●	Dynamiques France	
	Résilience du secteur des services	p. 7
	Des secteurs agricole et agroalimentaire encore affectés par la remontée des prix	p. 8
● ● ●	Focus filière	
	Viandes : des perspectives encore difficiles.	p. 9
● ● ●	Focus pays	
	Russie : sortie de récession en 2017	p. 10

● ● ● Conjoncture

EUROPE : UNE ÉCLAIRCIE EN 2017

Le début de l'année 2017 est plutôt prometteur pour l'économie européenne après une année 2016 teintée de gris.

Après une année 2016 relativement atone et marquée par le risque de déflation, les premières statistiques pour 2017 indiquent une situation économique qui s'améliore en zone euro.

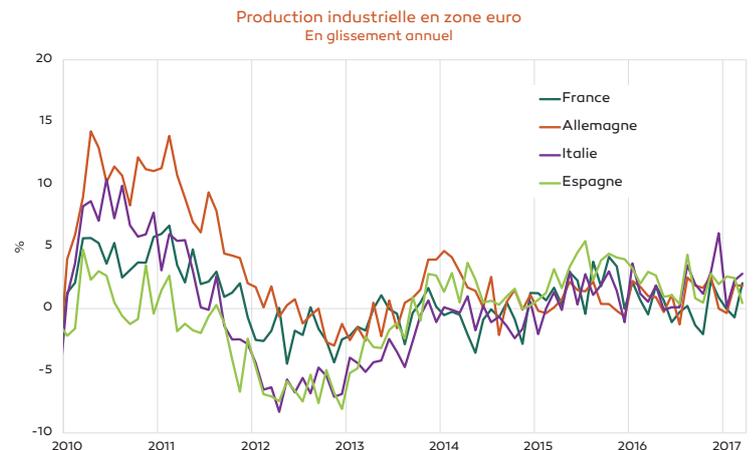
La production industrielle en mars croît à un rythme supérieur à + 1,8 % en glissement annuel (GA) en Allemagne, France et Italie, tandis que l'Espagne se situe un peu derrière à + 0,5 %. Les indices des directeurs d'achat (PMI) sont, quant à eux, sur leurs plus hauts niveaux depuis trois ans pour la zone euro en avril (services, secteur manufacturier).

L'investissement est également bien orienté, puisqu'il a retrouvé son niveau d'avant crise au dernier trimestre 2016 à + 6,4 % en GA. Cette dynamique devrait perdurer au regard des taux de marge des entreprises non financières et du taux d'épargne élevé dans la zone.

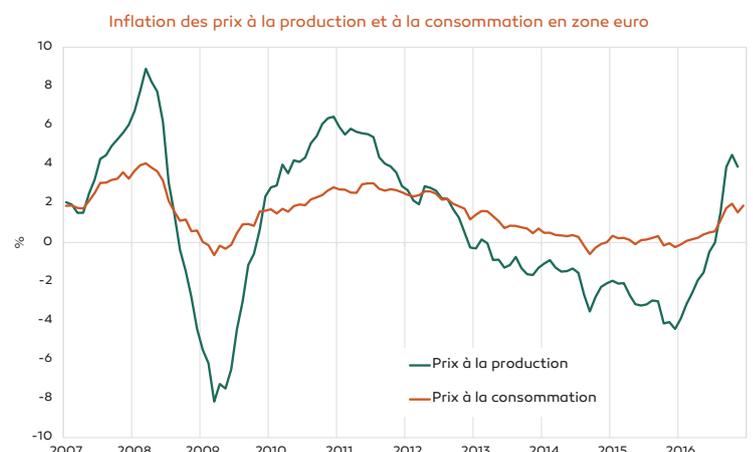
Les anticipations d'embauches en ce début d'année 2017 plaident quant à elles pour une poursuite de la baisse du taux de chômage qui atteint 9,5 % ce premier trimestre.

Deux perturbations possibles

Dans cet environnement, deux éléments pourraient néanmoins venir perturber cette reprise conjoncturelle, à un horizon de 6 à 12 mois : d'une part la poursuite de



Sources : PrimeView, FactSet



Sources : PrimeView, FactSet

	France	Allemagne	Royaume-Uni	Italie	Espagne	Zone euro	
Croissance du PIB (% variation annuelle)	0,8	1,7	2,1	NA	3,0	1,7	T1 2017
Consommation des ménages (% variation annuelle)	2,1	1,5	2,9	1,0	3,0	1,9	T4 2016
Investissement global (% variation annuelle)	1,7*	0,9	1,0	4,2	2,2	5,1	T4 2016 et *T1 2017
Inflation totale (% variation annuelle)	1,4	1,5	2,3	1,4	2,1	1,5	Avril 2017
Inflation sous-jacente (% variation annuelle)	0,5	0,9	1,7	0,6	0,8	0,7	Avril 2017
Taux à 10 ans (variation depuis un trimestre)	0,9 % (- 8 pb)	0,4 % (+ 9 pb)	1,1 % (+ 0 pb)	2,3 % (+ 13 pb)	1,6 % (- 1 pb)	0,4 % (+ 9 pb)	15 mai 2017
Taux de chômage (%)	10,6	4,2	4,6*	12,2*	18,8	9,9	T1 2017 et *T4 2016
Dettes publiques (% du PIB)	96,6	68,3	89,3	132,6	99,4	89,3	T4 2016
Dettes privées des entreprises non financières (% du PIB)	71,3	36,6	61,5	69,9	73,8	63,5	T4 2016
Stock de crédits aux entreprises non financières (milliards d'unités monétaires nationales)	2 824,6	1 663,9	1 465,2	1 276,6	1 129,5	11 063,5	T3 2016
Prêts non performants aux entreprises et ménages (% du total des prêts)	3,9 (2016)	2,3 (2014)	1,0 (2015)	18,0 (2015)	6,1 (2016)	5,4 (2016)	
Créations d'entreprises (nombre d'entreprises)	438 253	254 007	350 585	325 959	347 605	NA	2014

Sources : PrimeView, FactSet, EuroStat, Banque mondiale, BIS, Banque de France

la remontée des prix à la production qui se maintiennent sur des niveaux élevés et d'autre part le ralentissement récent des crédits aux entreprises.

Tout d'abord, la croissance en GA des **prix à la production** a atteint au premier trimestre + 4,1 % par mois en moyenne, en lien avec la remontée des prix des matières premières. Cette remontée des prix pèsera sur les marges des entreprises et risque de casser la dynamique d'investissement actuellement observée.

Ensuite, la stabilisation de la courbe de croissance des **crédits aux entreprises** sera à surveiller. Toute inversion pouvant annoncer la fin de la dynamique actuelle voire une période de récession... comme ce fut déjà le cas aux États-Unis.

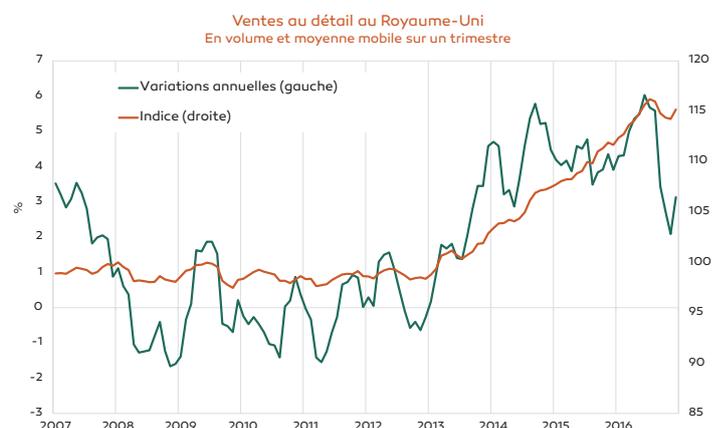
Premiers signes d'essoufflement au Royaume-Uni

Le rebond d'activité jusque-là porté par la consommation des ménages est en train de retomber. Le pays est en effet confronté à la faiblesse de sa monnaie et à la hausse des prix des matières premières. L'inflation induite (+ 2,7 % en

avril) a entraîné une stagnation du pouvoir d'achat.

Ayant financé la consommation après le référendum, l'épargne des ménages a atteint au quatrième trimestre 2016 son plus faible niveau depuis 1960.

Dans ces conditions, les résultats des élections législatives de juin seront décisifs. ■



Sources : PrimeView, FactSet

ÉTATS-UNIS : APRÈS L'EUPHORIE, PLACE À LA RÉALITÉ

Les signaux contradictoires s'accumulent, renforçant les doutes concernant un scénario d'accélération de la croissance américaine.

D'un côté, des signaux positifs. Le président américain ayant finalement trouvé un accord avec la Chine, les inquiétudes concernant un retour du protectionnisme s'estompent. De plus, l'infléchissement du discours de D. Trump n'a pour le moment pas ébranlé la confiance des Américains dans la capacité de leur président à faire redécoller leur économie. Enfin, la demande intérieure est restée vigoureuse avec des ventes au détail en volume qui progressent au mois d'avril de + 4,6 % en glissement annuel (GA).

À l'inverse, l'administration Trump a eu des difficultés à faire passer sa réforme de l'Obamacare, semant le doute sur sa capacité à mettre en œuvre sa politique. L'indicateur des surprises macroéconomiques a d'ailleurs chuté début mai lors de l'annonce du report des baisses d'impôts promises pendant la campagne.

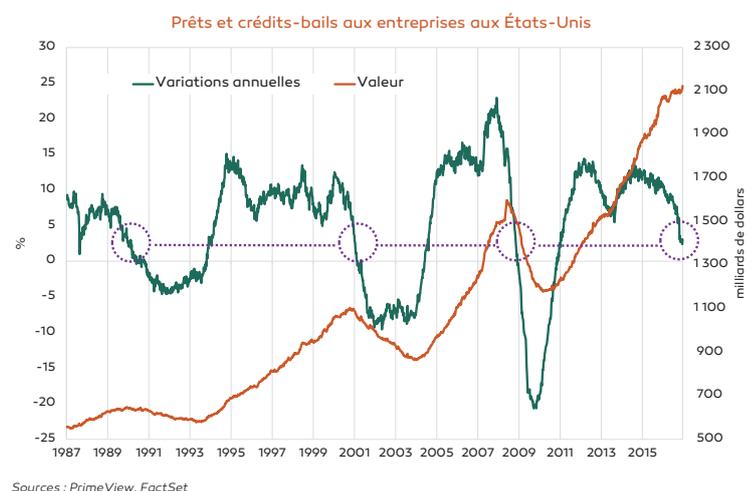
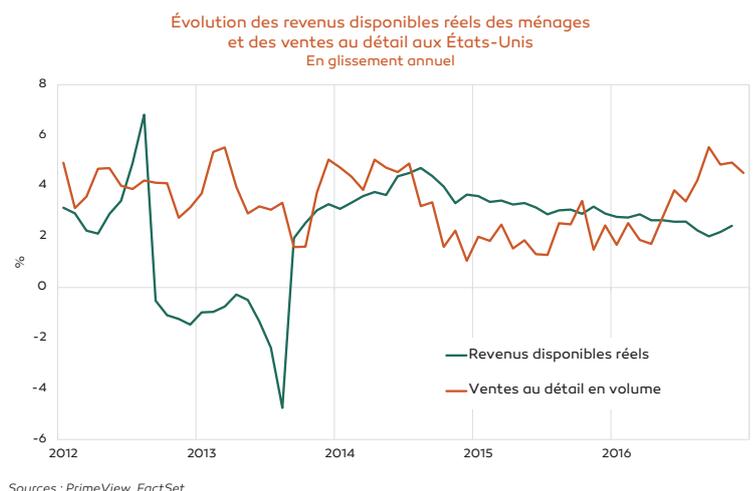
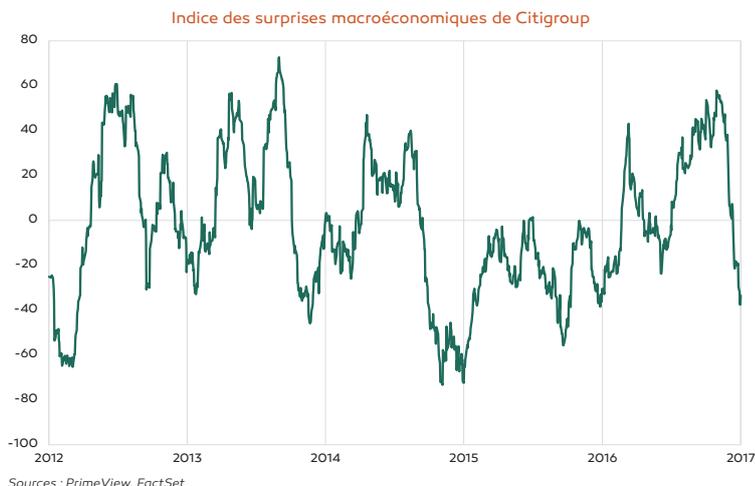
Qui plus est, le revenu disponible brut réel des ménages n'a augmenté que de + 2,4 % en GA en mars. Ainsi, la dynamique de la demande américaine repose essentiellement sur le crédit : le seuil des 1 000 milliards de dollars d'encours de crédits à la consommation a été atteint en mars (+ 4,8 % en GA).

Premiers signes de faiblesse pour le crédit aux entreprises

Du côté des entreprises, les prêts et crédits-bails ont atteint un palier depuis fin 2016 : la croissance de ces prêts est passée de + 8,9 % en GA en novembre à + 2,6 % fin mars, ce qui pourrait être un signe avant-coureur d'une récession.

En outre, la croissance annualisée du PIB américain s'est élevée à + 0,7 % au T1 2017, contre + 2,1 % au T4 2016, ce qui montre que la tendance est au ralentissement.

Ainsi, les déclarations du secrétaire au Trésor, S. Mnuchin, quant à un retour de la croissance à + 3 % d'ici deux ans ne semblent pas crédibles. Les anticipations de croissance se situent plutôt autour de + 1,9 % à + 2,1 % pour 2017. ■



FIN DE L'« EFFET TRUMP »

L'euphorie des investisseurs liée aux projets d'investissements de D. Trump se heurte à la réalité...

Suite à l'élection de D. Trump, les prix des matières premières étaient repartis à la hausse en raison des promesses de relance de l'investissement aux États-Unis. Comme nous le pressentions le trimestre dernier, le caractère éphémère de cet effet « Trump » s'est confirmé.

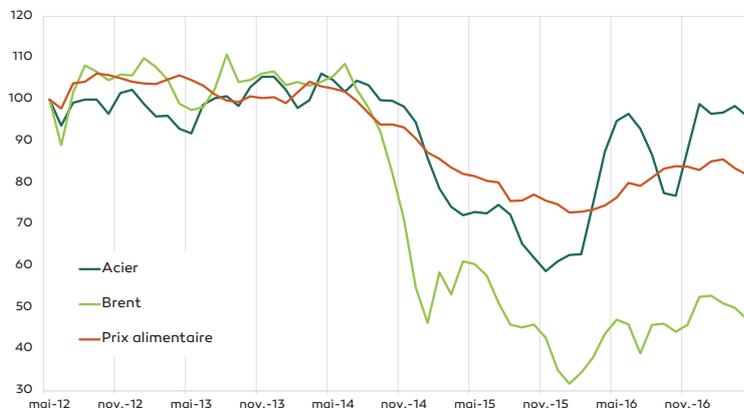
Les matières premières, toutes catégories confondues, ont légèrement reculé en trois mois, marquées par l'apparition d'un doute chez les investisseurs. En effet, l'opposition du Congrès aux réformes présidentielles a mis en lumière les difficultés liées à la mise en œuvre d'un plan d'investissement dans les infrastructures de 1 000 milliards de dollars alors que les taux d'intérêt restent aujourd'hui plus élevés qu'il y a un an. Tant que ne sera pas acté ce plan de relance, il semble peu probable que les prix des métaux et des matières premières industrielles repartent à la hausse.

La demande chinoise en soutien des cours

Si les prix des matières premières n'ont pas reflué, c'est essentiellement grâce à la résilience de l'industrie chinoise, dont la production a atteint + 6,3 % en GA en avril. Pourtant, l'investissement recule dans le pays depuis janvier (- 1,4 % en avril en GA), ce qui pourrait peser sur les prix dans les mois à venir.

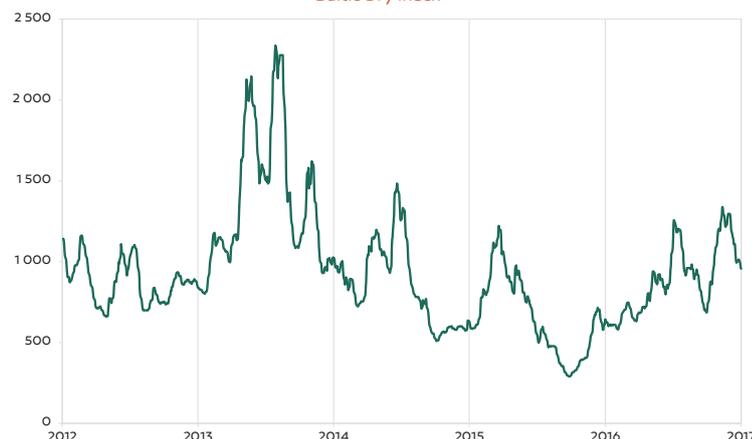
Pétrole. Après avoir participé à la baisse des cours des matières premières, le pétrole devrait désormais être un élément de stabilisation. L'or noir a en effet continué d'osciller entre 40 et 60 dollars le baril. Les discussions actuelles entre la Russie et l'Arabie saoudite devraient déboucher sur une régulation de l'offre jusqu'en 2018, évitant une chute du prix du baril en dessous de 40 dollars tandis que la menace d'une reprise de la production américaine empêchera toute remontée au-delà de 60 dollars le baril. ■

Évolution du prix des matières premières
Base 100 en mai 2012



Sources : PrimeView, FactSet, FAO

Baltic Dry Index



Sources : PrimeView, FactSet

	Prix	Variation		
	Au 14/05/2017	3 mois	6 mois	1 an
Indices CRB (Commodity Research Bureau)				
Total	426,8	-1,6 %	3,4 %	12,3 %
Matières premières industrielles	492,2	-2,7 %	0,9 %	19,9 %
Métaux	826,3	-1,7 %	7,3 %	44,3 %
Matières premières alimentaires	347	0,0 %	7,20 %	2,1 %
Bétail	449,8	-4,0 %	5,10 %	9,3 %
Huiles et graisses	357,2	-6,1 %	-10,0 %	12,0 %
Textiles	301,8	1,6 %	4,8 %	8,1 %

Sources : PrimeView, Factset

COURS MONDIAUX AGRICOLES : DÉBUT DE REPLI EN 2017

La remontée des prix des matières premières agricoles constatée en 2016 s'est achevée au début de l'année.

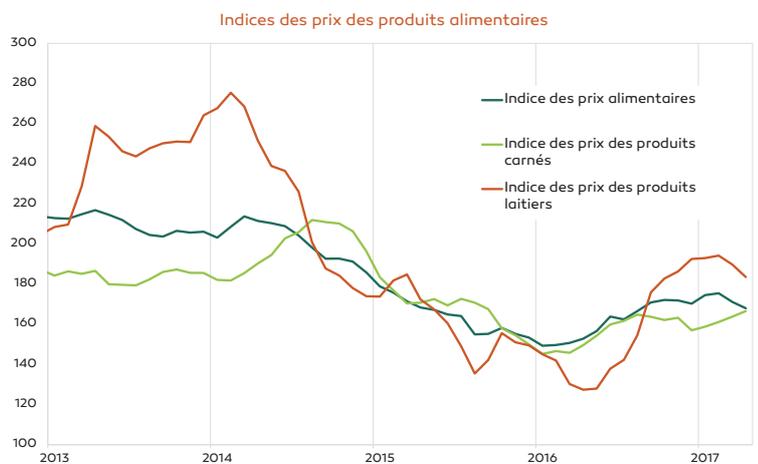
Les matières premières agricoles n'ont pas bénéficié outre mesure de la séquence haussière initiée en novembre et consécutive à l'élection de D. Trump : l'indice agrégé des matières premières agricoles de la Food and Agriculture Organization (FAO) a baissé de - 3,8 % depuis janvier. Ce mouvement est renforcé par des perspectives favorables de récolte dans les principales zones productrices. Ainsi, les prévisions de production pour le Brésil, notamment sur les produits céréaliers et le sucre, ont été revues à la hausse. Seuls les prix des produits carnés ont augmenté de + 4,9 % au premier trimestre 2017.

Céréales. Les prévisions de production mondiales ont été revues à la hausse, provoquant une baisse des prix. La production mondiale de maïs devrait s'avérer plus abondante en raison de rendements élevés au Brésil.

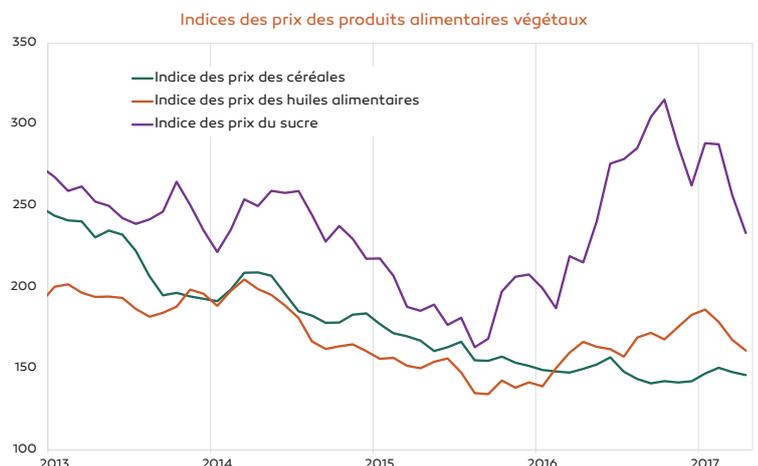
Produits laitiers. La production de lait a atteint son pic saisonnier dans les pays de l'hémisphère Nord, assurant des approvisionnements suffisants au plan mondial. Aussi, les prix du lait ont commencé à baisser dès février, après une hausse continue depuis avril 2016.

Sucre. La forte hausse des prix qui a marqué l'année 2016 est définitivement terminée. L'indice a perdu - 19,1 % depuis janvier à cause d'une chute des importations et d'une récolte meilleure qu'anticipé au Brésil, premier producteur mondial de sucre.

Produits carnés. Les produits carnés sont les seuls à avoir vu leur cours monter depuis un trimestre (+ 4,9 %), tirés par l'augmentation de la demande de viande de porc en Chine et en Corée, ainsi que de celle d'ovin due à une demande saisonnière. Enfin, la demande en Union européenne est restée elle aussi élevée. ■



Sources : PrimeView, FAO



Sources : PrimeView, FAO

RÉSILIENCE DU SECTEUR DES SERVICES

La valeur ajoutée des entreprises françaises, hors services, a stagné au premier trimestre, toujours impactée par la remontée des prix à la production.

L'augmentation des prix à la production, tirés à la hausse par la montée des prix des matières premières, et la faible consommation des ménages (ventes au détail en volume inchangées sur un an glissant en avril) ont toutes deux contribué à la stagnation de la valeur ajoutée des entreprises, services exclus.

En effet, malgré des chiffres d'affaires (CA) en hausse, les valeurs ajoutées (VA) sont restées atones dans le secteur du commerce (CA : + 3,3 % / VA : + 0,6 % en GA au premier trimestre), dans l'industrie hors agroalimentaire (CA : + 2,5 % / VA : + 0,1 %) et dans la construction (CA : + 3,2 % / VA : + 0,4 %). Les entreprises du secteur des services, plus indépendantes vis-à-vis des matières premières, affichent une certaine résilience (CA : + 3,5 % / VA : + 1,5 %).

L'oscillation des prix des matières premières sur leurs niveaux actuels devrait néanmoins permettre aux prix à la production de se stabiliser. Cette stabilisation permettra au secteur manufacturier d'assainir ses taux de marge.

L'exception française

Le stock de crédit a continué d'augmenter de + 4,5 % en GA en moyenne au premier trimestre. La dynamique française se démarque ainsi de la zone euro dont la croissance des crédits est plus limitée (+ 1,6 % en GA).

Démographie d'entreprises contrastées

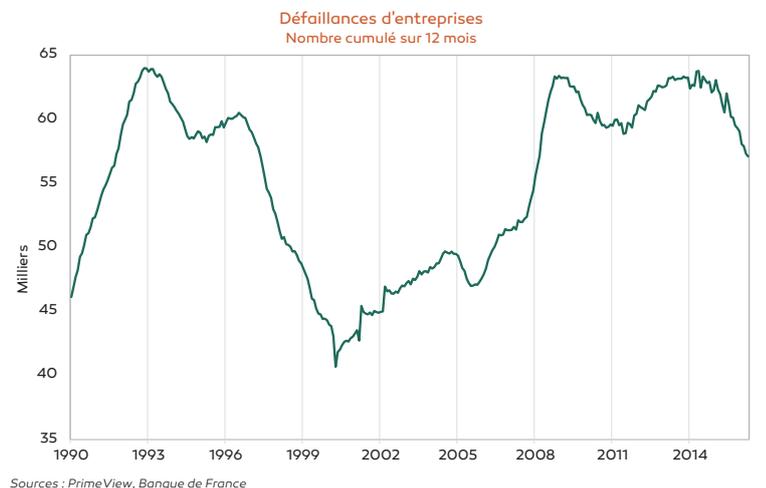
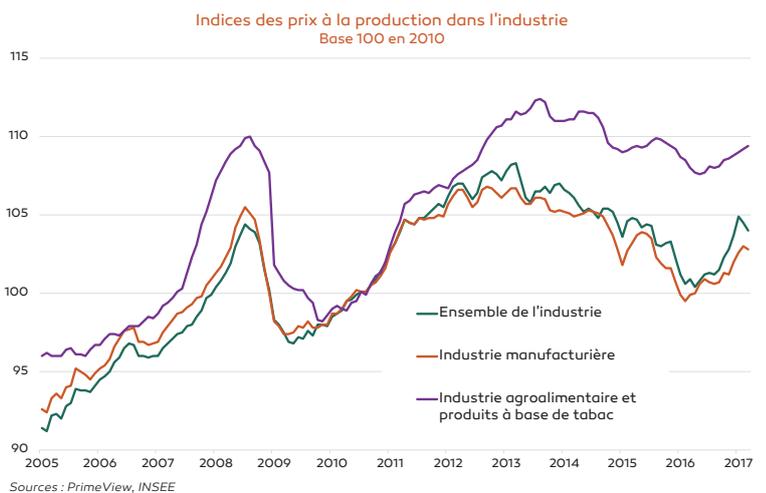
Le nombre de **défaillances** d'entreprises a continué de baisser au premier trimestre 2017, poursuivant la tendance entamée début 2016. Ainsi, le nombre, en cumul sur 12 mois était estimé à près de 57 000 en mars, bien supérieur à celui de 2008.

Les **créations** d'entreprises ont, de leur côté, ralenti en avril (+ 0,6 % en GA), dans tous les secteurs à l'exception des services où l'on observe une croissance de + 7,0 % en avril et + 13,6 % en mars en GA. ■

Créations d'entreprises

Variations en glissement	Mensuel		Annuel	
	Avril	Mars	Avril	Mars
Tous secteurs	-1,7 %	2,3 %	0,6 %	4,6 %
Industrie	-2,7 %	-2,0 %	-4,6 %	-1,4 %
<i>dont industrie manufacturière</i>	-2,9 %	0,3 %	-5,8 %	-2,7 %
Construction	-3,1 %	1,3 %	-8,7 %	-2,3 %
Commerce	-0,3 %	0,8 %	-4,3 %	-3,1 %
Services (Nace R.2. H, I, J, M, N)	-3,8 %	2,6 %	7,0 %	13,6 %

Sources : PrimeView, INSEE



DES SECTEURS AGRICOLE ET AGROALIMENTAIRE ENCORE AFFECTÉS PAR LA REMONTÉE DES PRIX

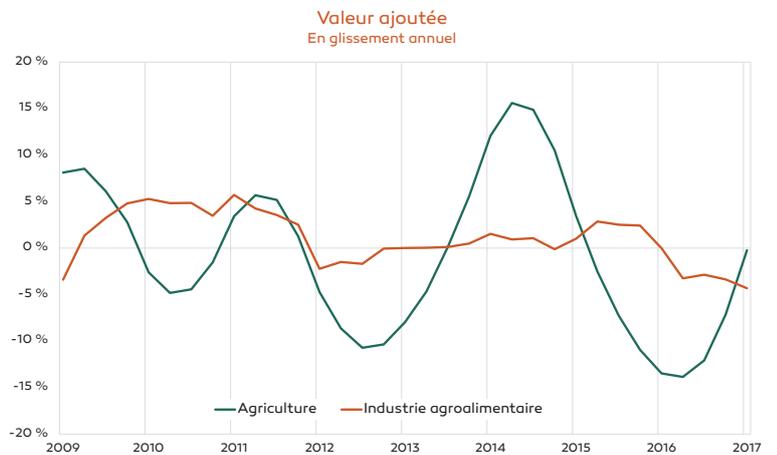
Si la valeur ajoutée dans le secteur agricole s'est stabilisée, l'industrie agroalimentaire continue d'accuser le contrecoup de la hausse des prix.

La forte chute de la valeur ajoutée dans le secteur agricole en 2016 s'est arrêtée à la fin du premier trimestre 2017. Pour partie en raison de la stabilisation des prix du pétrole autour de 50 dollars le baril, lequel avait atteint son étiage à 29 dollars en janvier 2016. La forte corrélation du prix du pétrole avec celui des matières premières agricoles a eu un double effet, d'une part une stabilisation des prix d'achat des moyens de production agricole (IPAMPA), et d'autre part une remontée des prix des matières premières agricoles (IPPAP) toujours insuffisante.

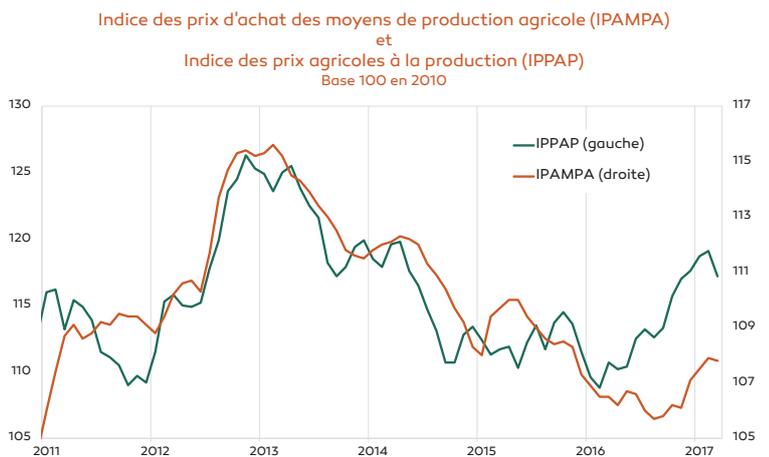
Malgré cette timide embellie, les défaillances d'entreprises des secteurs agricole et agroalimentaire augmentent depuis septembre 2016 selon la Banque de France. Leur nombre cumulé sur 12 mois a progressé de +9,2 % en glissement annuel en mars 2017, à contre-courant de la dynamique nationale.

Industrie agroalimentaire

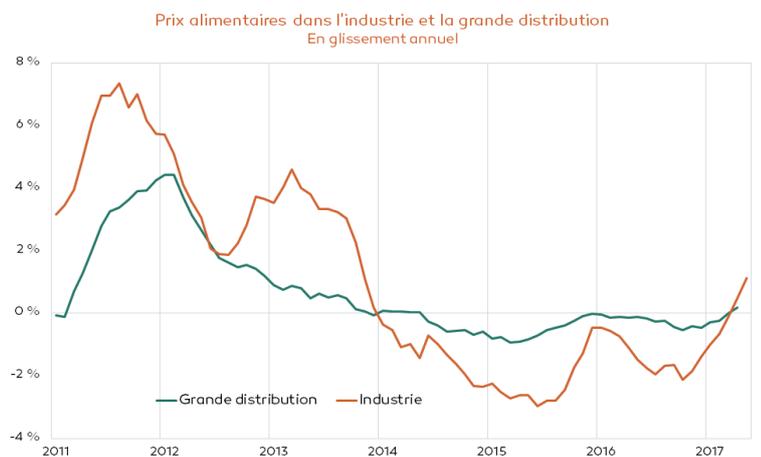
Les entreprises agroalimentaires ont également souffert de l'augmentation des prix. Très concurrentiel, le secteur n'a pas été en mesure de répercuter cette hausse dans les prix de vente. En effet, la valeur ajoutée des entreprises a été largement affectée en 2016 (-2,4 % en glissement annuel en moyenne sur l'année) et continue de baisser au premier trimestre (-4,3 %), tandis que les chiffres d'affaires ont, eux, progressé (+0,5 % en glissement annuel en moyenne en 2016 et +1,2 % au T1 2017). Si la stabilisation du prix des matières premières agricoles doit permettre une consolidation des marges, celles-ci demeurent encore très en deçà de leurs niveaux de 2015. ■



Sources : PrimeView, INSEE



Sources : PrimeView, INSEE



Sources : PrimeView, INSEE

VIANDES : DES PERSPECTIVES ENCORE DIFFICILES

La production s'est stabilisée en 2016, mais la filière française continue de perdre des parts de marché.

Avec 5,2 millions de tonnes de viandes, la production française est restée relativement stable en 2016 par rapport à 2015. La production se rétracte de -0,3 % sous l'effet du recul de la volaille (-2,9 %) alors que les autres productions sont en croissance : ovins et caprins +2,7 %, porcs +1 %, et bovins +0,7 %. Néanmoins, la quantité produite en 2016 reste toujours inférieure à celle de 2005 (-9,5 %).

Si la France demeure le premier producteur en valeur dans l'Union européenne, sa part ne cesse de reculer année après année.

La France assurait en 2016 15,6 % de la production animale européenne contre 17,6 % en 2005. À l'inverse, l'Allemagne passait de 13,8 % à 15 % et la Pologne de 5,5 % à 7,1 %.

Des exportations toujours en déclin

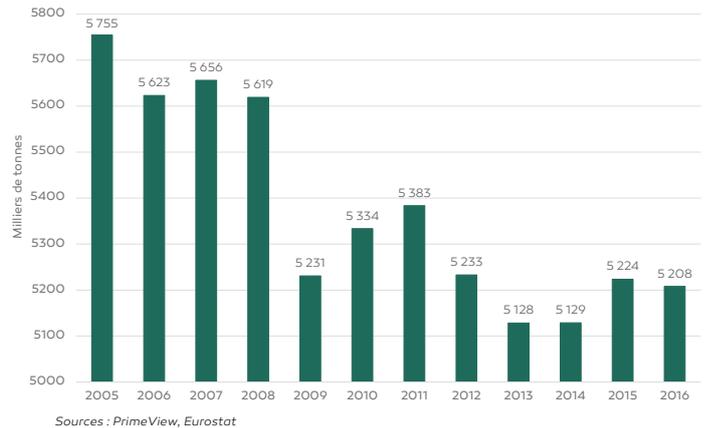
Du côté des débouchés extérieurs, la situation reste compliquée. Après le recul en 2014 de -7,8 % de la valeur des exportations de viandes françaises, l'année 2015 semblait annoncer un retour vers l'équilibre grâce à l'explosion de la demande chinoise. La part de la Chine dans les débouchés extérieurs français a d'ailleurs fortement augmenté passant de 4 % à 9 % entre 2013 et 2016. La Chine est ainsi devenue la troisième destination après l'Italie (19 %) et l'Allemagne (13 %).

La contraction des exportations a pourtant repris en 2016 (-4,3 %). Les prix augmentent de nouveau alors qu'en volume les exportations continuent de se contracter de façon importante.

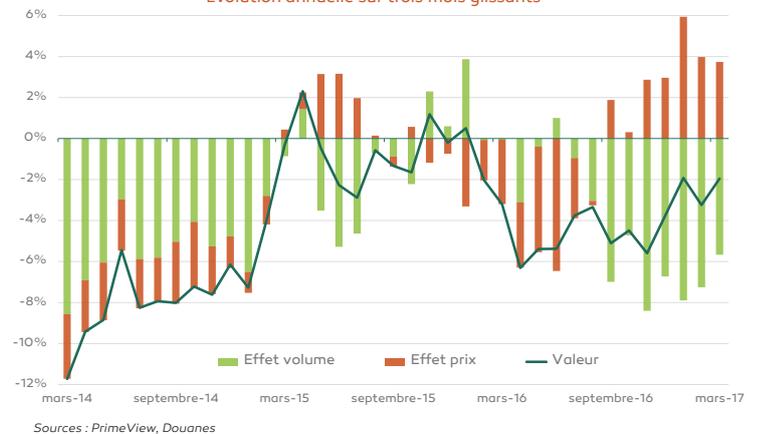
Soumis à une forte concurrence, les perspectives s'annoncent encore difficiles pour le secteur alors que l'outil productif est vieillissant, la production stagnante, et la rentabilité faible. ■



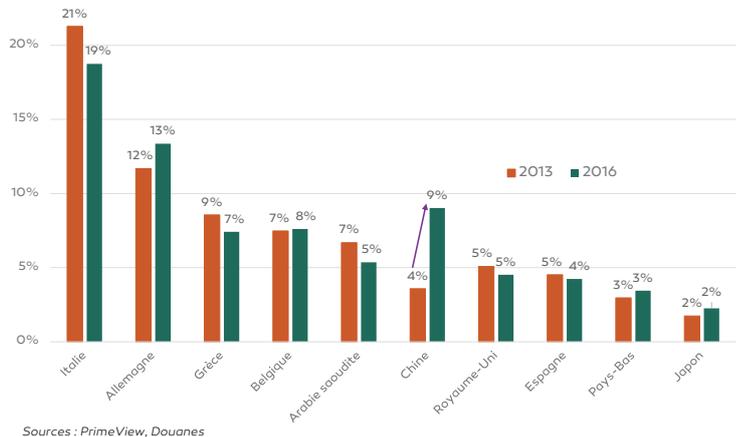
Production française de viandes



Exportations françaises de viandes
Évolution annuelle sur trois mois glissants



Débouchés des exportations françaises de viandes
Dix premières destinations en % du total



RUSSIE : SORTIE DE RÉCESSION EN 2017

Après deux années difficiles, la Russie est en passe de sortir laborieusement de la récession.



En 2015, la chute brutale des prix du pétrole ainsi que les sanctions économiques à l'encontre de la Russie avaient précipité le pays dans une récession. Si 2016 se solde par une croissance négative de -0,2 %, le dernier trimestre de l'année a vu l'activité croître en glissement annuel pour la première fois depuis deux ans (+ 0,3 % en glissement annuel). En 2017, la Russie devrait revenir vers une croissance autour de + 1 %, soutenue par des cours du pétrole supérieurs à 50 dollars.

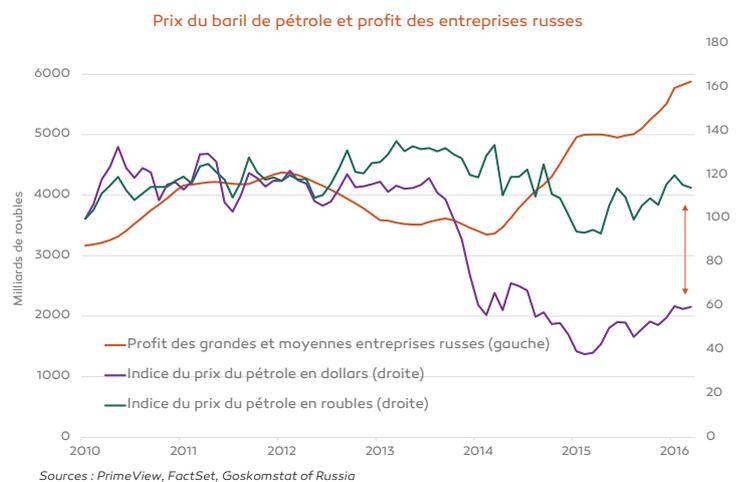
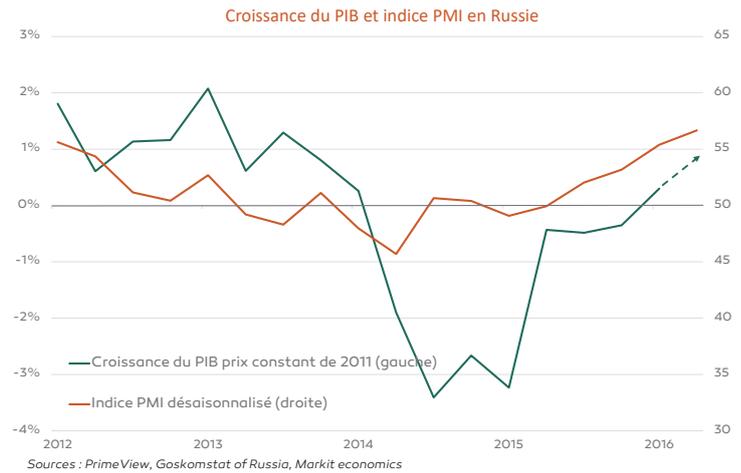
Le rebond devrait être permis dans un premier temps par un redémarrage de l'investissement. La Russie a en effet laissé le rouble se déprécier fortement, ce qui a pénalisé la demande interne, mais a permis de préserver les profits des grandes entreprises exportatrices. La production industrielle a ainsi été épargnée en 2016 en affichant une croissance de + 1,3 %.

Une demande interne encore fortement déprimée

L'ajustement du pays s'est fait principalement par une contraction violente de la demande, rognée par une inflation qui avait atteint +18,1 % en 2015. Le retour de cette dernière vers des niveaux historiquement faibles (4,2 % en avril) permet aux salaires réels d'être de nouveau en hausse depuis le second semestre 2016 (+ 1,5 % en GA au mois de mars).

La demande tarde pourtant à reprendre puisque les ventes au détail réelles restent en léger recul de -0,4 % en mars, la confiance des ménages étant encore dégradée et n'ayant ni retrouvé son niveau de 2014, ni celui de 2008.

Enfin, les perspectives démographiques de la Russie continueront de peser négativement sur le potentiel de croissance du pays, qui voit le nombre d'actifs relativement aux inactifs baisser depuis 2012, et verra sa population de nouveau baisser d'ici à 2020. ■





Contact

Stéphanie PIGNI + 33 (0)1 49 31 25 94 spigni@groupama-ac.fr

Abonnement

Envoyez un mail à gps@groupama-ac.fr en indiquant vos nom, prénom, fonction, votre entreprise et son Siren, ainsi qu'une adresse mail

GPS #2

Rédaction achevée le 31 mai 2017

Copyright Groupama Assurance-crédit & Caution

Crédit photos : Shutterstock (FootToo, Vasili Nikitinski), Matton Images

Avertissement

Ce document est conçu exclusivement à des fins d'information.

Groupama Assurance-crédit & Caution décline toute responsabilité en cas d'altération, déformation ou falsification dont ce document pourrait faire l'objet.

Les informations contenues dans cette publication sont basées sur des sources que nous considérons fiables.

Ce document a été établi sur la base d'informations, projections, estimations, anticipations qui comportent une part de jugement subjectif. Les analyses sont l'expression d'une opinion indépendante, et ne sauraient constituer un quelconque engagement ou garantie de Groupama Assurance-crédit & Caution.

La reprise d'un quelconque élément de ce document est autorisée sous réserve d'indiquer clairement la source.

À propos de Groupama Assurance-crédit & Caution

Deux branches :

- assurance-crédit contre les impayés (risques commercial et politique)
- caution et garantie financière en faveur d'entreprises et de professionnels

Assurance-crédit

24 milliards d'euros de transactions sécurisées sur le marché domestique et à l'exportation

15 milliards d'euros d'engagements, 50 % en France et 50 % à l'international

Une présence forte dans toutes les grandes filières agroalimentaires

Une distribution multicanal au travers des Caisses régionales de Groupama, des agents du Gan et de courtiers spécialisés

Caution

Caution légales : environnement, tourisme, immobilier, travail temporaire, auto-écoles, courtier d'assurance...

Caution contractuelles : vins primeurs, FranceAgriMer

5, rue du Centre, 93199 Noisy-le-Grand cedex

Tél. : + 33 (0)1 49 31 31 31

www.groupama-ac.fr



A propos du groupe Groupama

Fort de ses trois marques – Groupama, Gan, Amaguiz, le groupe Groupama, l'un des premiers groupes d'assurance mutualistes en France, développe ses activités d'assurance, de banque et de services dans onze pays. Le groupe compte 13 millions de clients et 33 500 collaborateurs à travers le monde, avec un chiffre d'affaires de 13,7 milliards d'euros. Retrouvez toute l'actualité du groupe Groupama sur son site internet (www.groupama.com) et sur son compte Twitter (@GroupeGroupama).